

Mars 2008

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION
DECENTRALISEE



LE NOUVEAU SITE WEB DE CITÉS UNIES FRANCE
EST EN LIGNE DEPUIS LE 25 FÉVRIER !

N'HÉSITEZ PAS À LE VISITER :
www.cites-unies-france.org

EDITORIAL Editorial

Cités Unies France et les évolutions de la coopération décentralisée

Une réflexion a été engagée autour de Charles Josselin sur les cinq années à venir de Cités Unies France. Par ailleurs, la convention d'objectifs qui lie Cités Unies France au Ministère des Affaires étrangères et européennes fait l'objet d'une évaluation très éclairante.

Ces réflexions nous mènent à pousser plus loin l'analyse des évolutions de la coopération décentralisée et des besoins de nos adhérents. Ceci fera l'objet d'un document stratégique qui leur sera

bientôt présenté mais, d'ores et déjà, des pistes se font jour.

Il est maintenant admis que la coopération décentralisée vit depuis deux ou trois ans un véritable « big bang ».

Révolution dans les principes avec le passage progressif d'une coopération de l'offre à une coopération de la demande.

Révolution dans les pratiques avec une plus grande professionnalisation des acteurs avec l'apparition d'un véritable « multilatéralisme » sur des actions de plus en plus techniques faisant appel à

de nouveaux bailleurs comme l'Agence française de développement.

Révolution enfin dans la géographie. Aux côtés des destinations traditionnelles, on voit se multiplier les liens dans les pays dits « émergents », Chine, Brésil, Inde, Turquie et bientôt Argentine et Mexique.

Ces évolutions cohabitent avec les formes traditionnelles de coopération de développement qui, elles aussi se modernisent et se professionnalisent. Elles nous amènent naturellement à remettre en cause nos pratiques sachant que nos adhérents sont aussi bien les communes de toutes tailles que les départements et les régions. Cette nature à la fois « universelle » et spécialisée sur l'action internationale de CUF est notre force. Elle se traduit par la présence de l'AMF et de l'ADF au bureau exécutif et par la qualité de nos rapports avec les autres fédérations de pouvoirs locaux. L'ARF n'a pas encore cru devoir répondre à l'invitation du bureau exécutif ce qui surprend d'ailleurs les régions avec lesquelles nous travaillons.

Deux pistes de réflexions s'ouvrent.

La première concerne la question difficile et récurrente de la « mise en cohérence » des actions des collectivités françaises dans les pays. C'est la question du choc entre la liberté régulièrement rappelée des collectivités dans leur action internationale et les nécessités d'une coordination induite par le développement des pays du Sud. Les tentatives de mise en ordre par les Etats ou par les agences des Nations Unies sont, à ce jour, vouées à l'échec car trop loin des réalités et préoccupations des collectivités du Nord comme du Sud et sans réelle

valeur ajoutée pour elles. Dès lors, que faire ? CUF mène depuis des années des initiatives cofinancées par le MAEE qui peuvent donner des pistes. Il s'agit des FICOD et des programmes concertés dans certains pays d'Afrique. Ces programmes nécessitent une forte concertation, beaucoup de volontarisme, et un pilotage par les collectivités du Nord et du Sud. A partir de ces pratiques, validées par des résultats, il va falloir élaborer – sur la base du volontariat - des schémas de coopérations décentralisées plus collectifs en phase avec les stratégies nationales de développement.

L'autre piste concerne les pays émergents. CUF est porté par ses adhérents à les accompagner vers ces nouveaux territoires. La réponse favorable à cette demande passe nécessairement par des formes d'organisation différentes de celle des groupes-pays traditionnels. Des opérations concertées avec la DAECCL, l'AMF, l'ADF, l'AFD, l'AMGVF ou l'ARF sont à construire. De la même manière, est-il prévu de redéfinir concrètement les tâches respectives de CUF et de l'AFCCRE, notamment en Europe de l'Est. Cela va se faire dès avril.

Depuis que CUF accompagne la coopération décentralisée ou même la précède quelque peu, nous nous sommes adaptés en permanence. Une nouvelle redéfinition de stratégie est aujourd'hui nécessaire. Nous allons en débattre entre nous et avec nos adhérents.

Bertrand Gallet
Directeur général de Cités Unies France

SOMMAIRE

AFRIQUE	4
AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES	6
AMERIQUE DU NORD	8
ASIE	9
EUROPE	10
MEDITERRANEE	12
TOURISME RESPONSABLE	14
UNION EUROPEENNE.....	15
CGLU.....	16
ACTUALITE.....	17
AGENDA	19
PUBLICATIONS	21



ACTUALITÉS BÉNIN

Élections municipales

Les élections municipales au Bénin initialement prévues le 17 février se tiendront finalement pendant la première quinzaine d'avril, d'après le secrétaire à la Communication de la commission Electorale Nationale Autonome (CENA), Mr Codjo Atchodé.

MAURITANIE

Le groupe pays Mauritanie présidé par Michel Sapin, s'est réuni le 7 février 2008, à l'Assemblée Nationale, en présence de Son Excellence Madame l'Ambassadeur de Mauritanie en France et de Monsieur Pierre Laye représentant du ministère des Affaires étrangères français. La question de la sécurité en Mauritanie a été évoquée. Les collectivités locales françaises ont tenu à exprimer leur volonté de poursuivre les partenariats de coopération décentralisée. La réunion a également permis de discuter de l'avant-projet de loi portant code des collectivités territoriales, du projet PERICLES (projet d'appui à la décentralisation mené par la Commission européenne, les coopérations allemande, espagnole et française), ainsi que du projet d'Assises de la décentralisation qui devraient se tenir en juin en Mauritanie. Par ailleurs de nombreuses demandes de jumelage parviennent à CUF ; il s'agit de déterminer quelle serait la meilleure façon d'y répondre.

Le 14 février 2008 s'est tenu dans les locaux de CUF, une réunion entre l'équipe de CUF et une délégation, composée de représentants des communes d'Arr et de Gouraye (Guidimakha), dont les maires des deux villes et de Monsieur le Wali du Guidimakha. La délégation de Gouraye était accueillie par la ville de Montreuil dans le cadre d'une nouvelle coopération ; celle d'Arr était présente dans le cadre du partenariat avec le GRDR.

Cette rencontre a permis d'expliquer le rôle de CUF et de déterminer les attentes, propositions et questions des participants. Les représentants de la ville de Montreuil ont par ailleurs rappelé leur volonté de mettre en place un partenariat qui aboutirait à des actions concrètes et des résultats très rapidement. La Convention entre les maires de Gouraye et de Montreuil a été signée le 15 février 2008, en présence de son Excellence Madame l'Ambassadeur de Mauritanie en France et du Wali.

MADAGASCAR

Concernant Madagascar, le groupe pays s'est réuni le 15 février 2008 pour discuter de la question foncière dans ce pays. Cette réunion a rassemblé dans les locaux de CUF des représentants de onze collectivités françaises et du consortium de solidarité avec Madagascar. Cette rencontre a été l'occasion pour les représentants du Programme National Foncier (PNF), Messieurs Rija Ranaivoarison et Maminirina Andrihersoa, ainsi que Mademoiselle Emilie Pelerin, de présenter de manière détaillée le PNF et d'exprimer les besoins de financement du programme dont les principaux partenariats arriveront à terme en 2009. Kévin Chrétien, chargé de la coopération décentralisée au MPRDAT (Ministère auprès de la Présidence de la République chargé de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire), était également venue



d'Antananarivo pour cette occasion. Plus généralement, la question foncière présente des liens avec de nombreux autres sujets tels que la politique agricole, l'aménagement urbain, la fiscalité locale ou encore la vision à moyen terme d'un territoire.

Cette réunion a été présidée par Monsieur Jean-Luc Carpentier, Directeur Général adjoint du Conseil général de l'Eure, représentant Monsieur Jean-Louis Destans qui ne pouvait être présent.

ACTUALITÉ MADAGASCAR

Élections régionales

Les élections régionales à Madagascar se tiendront le 16 mars prochain.

Cyclone meurtrier à Madagascar

L'île de Madagascar a été frappée par le cyclone Yvan entre le 17 et le 19 février 2008, faisant 44 morts et plus de 210 000 sinistrés selon un bilan provisoire. De nombreux bâtiments et infrastructures ont été endommagés ou totalement détruits.

L'île de Sainte Marie semble particulièrement touchée, on y dénombre plus de 9000 sans-abri sur une population totale de 20 000 habitants et une grande partie de l'Est du pays enregistre d'importantes pertes.

Les autorités malgaches ont lancé un appel d'urgence à la communauté internationale et la Croix-Rouge malgache a été sollicitée par le Bureau National de Gestion des Risques et des catastrophes (BNGRC), afin de venir en aide à la population. La Croix-Rouge française a alors été saisie et a activé la Plate-forme d'Intervention Régionale de l'Océan Indien (PIROI). Des produits de première nécessité et du traitement de l'eau ainsi que des abris temporaires ont été envoyés. Cette opération est soutenue par la Délégation des Affaires Humanitaires (DAH) du ministère français des Affaires Etrangères.

Le pays se trouve dans la saison cyclonique jusqu'à la mi-avril et a déjà été touché par le cyclone Fame, le 27 janvier 2008 faisant 13 morts, 2 792 sans-abri et plus de 11 600 sinistrés.

Le groupe-pays Madagascar, présidé par Jean-Louis Destans, président du conseil général de l'Eure, décidera dans les prochains jours d'une éventuelle initiative à prendre.

Coordonnées de la Croix-Rouge dans la région :

Tel : +262 262 53 08 92

Fax : + 262 262 72 17 02

1 rue de la Croix-Rouge, 97438 Sainte-Marie – La Réunion

Site Internet : <http://piroi.croix-rouge.fr>

Contacts PIROI : Caroline LLEU / 02 62 53 08 92 / 06 92 97 55 00

Auteur Assiba ABBACI, pôle Afrique

Contact a.frey@cites-unies-france.org



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES et l'UNION EUROPÉENNE

Conclusions du 1^{er} Forum des collectivités locales de l'Union européenne de l'Amérique Latine et des Caraïbes

Le site du 1^{er} Forum, tenu à Paris, les 29-30 novembre 2007, est maintenant disponible sur www.forum-localgovts-uealc.org Il contient tous les documents produits dans le cadre du forum:

programme officiel

documents préparatoires sur les thèmes de la rencontre (cohésion sociale et coopération décentralisée)

notes d'introduction pour chacune des cinq séances de travail

synthèses exécutives des trois séances plénières et des deux ateliers

interventions par séance (discours ou présentations Power Point disponibles)

analyse transversale et conclusions du Forum

déclaration Finale du Forum

entretiens de dix élus locaux latino-américains

entretiens de dix élus locaux européens et

liste des participants, photos des séances, autres documents d'intérêt.

Les derniers appels à proposition lancés par les délégations de la Commission européenne en Amérique latine.

La délégation de la Commission européenne pour le Nicaragua, le Salvador, le Brésil et la Bolivie, le Honduras et Cuba a lancé l'appel à propositions dans le cadre du programme thématique « Acteurs non étatiques et autorités locales dans le développement (actions dans les pays partenaires) » et dans le cadre « instrument européen pour la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme ».

Les informations concernant ces appels sont sur le site de la délégation de l'Union européenne dans ces pays respectifs.

Contact : Félicia Médina, f.medina@cites-unies-france.org

HAÏTI

Président du groupe-pays Caraïbes : M. Charles Josselin, président de Cités Unies France

Programme de co-développement entre la France et Haïti

Le ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger (MHAVE) et le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France viennent de lancer le programme de co-développement entre la France et Haïti. Ce programme est conçu pour :

les associations d'Haïtiens établies en France qui souhaitent financer des projets de développement en Haïti ;

les Haïtiens qui résident en France, mais qui veulent rester en Haïti pour y mettre en œuvre un petit projet générateur de revenus leur permettant de vivre à nouveau au pays et les Haïtiens, résident en France, médecin, universitaire, ingénieur, technicien(ne),



électricien(ne), mécanicien(ne) automobile ou disposent de toute autre qualification, et qui souhaitent aider Haïti.

Vous pouvez obtenir auprès les dossiers de demande de cofinancement auprès de Félicia Medina f.medina@cites-unies-france.org

ACTUALITÉ – VENEZUELA - COLOMBIE

Visite de Ministre des Affaires Etrangères au Venezuela et en Colombie

Le ministre des Affaires étrangères et européennes, M. Bernard Kouchner, s'est rendu les 20 et 21 février au Venezuela et en Colombie.

À moins de trois mois du cinquième sommet Union européenne - Amérique latine et Caraïbes de Lima (16-17 mai) et dans la perspective de la prochaine présidence française de l'Union européenne, le ministre a saisi également cette occasion pour réunir à Bogota, le jeudi 21 février, les ambassadeurs en poste en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que la représentante permanente auprès de l'Organisation des Etats américains (OEA). Cette conférence régionale des ambassadeurs a permis de faire un tour d'horizon des positions françaises en Amérique latine.

ACTUALITÉ BRÉSIL

Président du groupe-pays Brésil : M. Michel Vauzelle, président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le Président de la république fédérative du Brésil, M. Luiz Inacio Lula da Silva et le Président de la République française, M. Nicolas Sarkozy, se sont réunis en Guyane le 12 février 2008. A cette occasion, ils ont signé une déclaration conjointe pour développer un partenariat stratégique entre les deux pays dans ses dimensions transfrontalière, bilatérale et internationale.

Ils ont convenu de renforcer la coopération décentralisée, conformément aux principes fondamentaux de la coopération franco-brésilienne dans ce domaine, tels qu'ils ont été établis à Marseille en mai 2006 et à Belo Horizonte en novembre 2007, et ont signé un protocole sur la coopération décentralisée, additionnel à l'Accord cadre de coopération de 1996. CUF a communiqué ce document à tous les membres du groupe-pays.

Contact : Félicia Medina, f.medina@cites-unies-france.org



CANADA- QUÉBEC

Nouveau : Fonds franco-qubécois de la coopération
Appel à projets 2008-2009

Créé en 2005 par une initiative conjointe entre Premiers Ministres français et québécois, le Fonds franco-qubécois de la coopération décentralisée (FFQCD) a vocation à appuyer financièrement le développement de projets d'intérêt commun, conçus conjointement par des collectivités locales partenaires québécoises et françaises.

L'enveloppe totale s'établit à 400 000 €, les collectivités partenaires s'engageant à fournir un financement au moins égal à la subvention demandée.

Pour information, 5 projets ont été réalisés en 2005, 4 en 2006 et 7 en 2007.

La date limite du dépôt des projets par voie électronique est le 30 avril 2008, l'annonce des projets retenus ayant lieu en juin 2008.

Le texte de l'appel à projets, ainsi que le formulaire de candidature figurent sur le site du Ministère des Affaires étrangères et européennes : www.diplomatie.gouv.fr/cncd

Consulat général de France à Québec :

estelle.priest@diplomatie.gouv.fr, (011).418.266.2541

copie à : patrice.leroy@diplomatie.gouv.fr (011). 418.266.2540

Contact à Cités Unies France :

g.traore@cites-unies-france.org, 01 53 41 81 85



VIETNAM

Président du groupe-pays Vietnam : Jean-Pierre Brard, Député-maire de Montreuil

10 avril 2008 : date limite de soumission des notes succinctes pour le programme "*Acteurs non étatiques et autorités locales*", spécifique au Vietnam.

La délégation de la Commission européenne à Hanoi a lancé un appel à proposition ouvert aux collectivités territoriales dans le cadre du programme "*Acteurs non étatiques et autorités locales*".

Vous retrouverez sur le site internet de Cités Unies France (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article330>) : les lignes directrices de cet appel, le formulaire de demande et une note de présentation succincte du programme "*Acteurs non étatiques et autorités locales*", spécifique au Vietnam, réalisée par Cités Unies France.

Pour plus d'informations, merci de consulter la page Vietnam du site internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique66> ou de contacter Hélène Migot, chargée de mission Europe-Asie : h.migot@cites-unies-france.org



POLOGNE

Présidente du groupe-pays Pologne : Roselyne Lefrançois, Adjointe au maire de Rennes et Députée européenne.

Le 16 mai 2008 : Conférence sur le développement régional et sur le développement urbain en Pologne

Sous la présidence de Roselyne Lefrançois, aura lieu, dans le cadre du groupe-pays Pologne, une conférence sur le développement régional et le développement urbain en Pologne, vendredi 16 mai 2008, de 10h00 à 13h00, dans les locaux de CUF.

Les 2 et 3 octobre 2008 : « Aménagement du territoire et politique urbaine »

Un des défis des collectivités territoriales polonaises pour les années à venir, étant la mise en œuvre des fonds structurels au niveau local, celui de l'aménagement du territoire et politique urbaine appelle à une large mobilisation de l'expertise des collectivités territoriales françaises en la matière.

C'est dans ce contexte que Cités Unies France co-organisera, les 2 et 3 octobre prochains, en Pologne, une rencontre sur l'utilisation des fonds structurels pour l'aménagement du territoire et les politiques urbaines, avec, parmi d'autres, l'Ambassade de France en Pologne, la Délégation Interministérielle à l'Aménagement et à la Compétitivité des Territoires et le Ministère du Développement Régional polonais.

Pour plus d'informations, merci de consulter la page Pologne du site internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique50#> ou de contacter Hélène Migot, chargée de mission Europe-Asie : h.migot@cites-unies-france.org

CROATIE

Présidente du groupe-pays Croatie : Colette Huvenne, Adjointe au maire de Tourcoing, Conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais.

Le 15 mai 2008 : Réunion d'informations sur les Balkans

Cités Unies France organisera, le jeudi 15 mai 2008, dans ses locaux, une réunion d'informations sur les Balkans, qui fera le point sur les rapports entre les Balkans et l'Union européenne et la place des collectivités territoriales françaises dans les Balkans.

Pour plus d'informations, merci de consulter la page Croatie du site internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique70> ou de contacter Hélène Migot, chargée de mission Europe-Asie : h.migot@cites-unies-france.org

SERBIE

Président du groupe-pays Serbie : Alain Frémont, Adjoint au maire de Nevers.

Les 3 et 4 juillet 2008 : premières rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans.



A l'initiative du ministère des Affaires Etrangères et européennes, les Premières rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du développement durable, des territoires et de la coopération décentralisée dans les Balkans auront lieu, à Sofia, les 3 et 4 juillet 2008. Elles ont pour objectif de permettre aux collectivités territoriales françaises de rencontrer leurs homologues d'Europe du Sud-Est et de la Turquie. Cités Unies France participe à leur organisation et organisera à cette occasion, un forum sur la coopération décentralisée, visant à présenter les visions politiques liées à celle-ci et sa valeur ajoutée.

Pour plus d'informations, merci de consulter la page Serbie du site internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique73> ou de contacter Hélène Migot, chargée de mission Europe-Asie : h.migot@cites-unies-france.org



MAROC

Président du groupe-pays Maroc : M. Jacques Rocca Serra, Maire-adjoint de Marseille.

Réunion thématique du groupe-pays Maroc sur le renforcement de la maîtrise d'ouvrage

Le groupe-pays Maroc s'est réuni le 14 février dernier autour de la question du renforcement de la maîtrise d'ouvrage. En s'appuyant sur l'expérience des collectivités territoriales, et en présence de l'équipe du PAD Maroc, la réunion a permis un débat sur la signification et la mise en pratique de la maîtrise d'ouvrage dans les projets de coopération décentralisée franco-marocaine.

Le compte-rendu de la réunion sera prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez contacter Linda Naili : l.naili@cites-unies-france.org ou Virginie Rouquette, v.rouquette@cites-unies-france.org

LIBAN

Président du groupe-pays Liban : M. Jean-Michel Daclin, Maire-adjoint de Lyon.

Réunion du groupe-pays Liban

La prochaine réunion du groupe-pays Liban se tiendra à Paris, le jeudi 3 avril prochain. Les collectivités recevront prochainement une invitation, ainsi que l'ordre du jour de la réunion.

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Virginie Rouquette, v.rouquette@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS LIBAN

Nouveau report de la présidentielle au Liban

Pour la 15^e fois en l'espace de trois mois, la séance du parlement libanais destinée à élire le président, qui était prévue mardi, a été reportée jusqu'au 11 mars, et après l'échec de la médiation de la Ligue Arabe pour sortir de l'impasse. Le Parlement se réunissait pour l'élection comme président du chef de l'armée Michel Sleimane. Sa désignation est la seule chose sur laquelle s'entendent la majorité anti-syrienne et l'opposition emmenée par le Hezbollah pro-iranien.

Le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa, avait quitté Beyrouth tôt samedi matin après avoir prolongé son séjour pour continuer sa médiation, avait assuré avant son départ qu'il restait encore "de l'espoir" qu'une initiative arabe puisse aider à résoudre la crise politique libanaise. Lundi, Amr Moussa était de retour dans la capitale libanaise pour une deuxième rencontre tout aussi infructueuse.

Faute d'un accord entre les partis libanais, le Liban est sans président depuis l'expiration du mandat du président pro-syrien, Emile Lahoud, le 23 novembre à minuit.

Source : AP



PALESTINE

Président du RCDP : Claude Nicolet, conseiller communautaire de Dunkerque

Paix comme Palestine « Pour une mobilisation citoyenne en faveur de la paix au Proche-Orient ».

A l'occasion du 60ème anniversaire de 1948, du partage de la Palestine et de la création d'Israël, 31 organisations de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, soutenues par des organisations solidaires du peuple palestinien, lancent une campagne de sensibilisation qui a débuté en novembre 2007 et se terminera fin 2008. Cette campagne vise à renforcer la mobilisation citoyenne en faveur de la justice, de la paix et du dialogue dans cette partie du monde.

En cette année de commémoration marquée par des initiatives diplomatiques, il s'agit de réaffirmer l'importance du respect des principes du droit international et de l'établissement d'un Etat palestinien au côté de l'Etat d'Israël pour garantir la paix et la sécurité au Proche-Orient. Il s'agit de rappeler aux pouvoirs publics français et européens le rôle essentiel qu'ils ont à jouer pour favoriser la résolution du conflit entre Palestiniens et Israéliens.

Le conflit israélo-palestinien soulève, en effet, des questions universelles qui se retrouvent aussi dans notre société : justice, droit, vivre ensemble.

Déroulement de la campagne :

La campagne sera marquée par deux temps forts :

29 mars 2008 : journée nationale d'action. Une action symbolique commune sera organisée dans différentes villes de France, le 29 mars, « journée de la terre », autour d'un même visuel, afin d'avoir un écho médiatique commun, la plantation d'un olivier, de préférence en partenariat avec sa collectivité territoriale ;

17 mai 2008 : évènement au Parc des expositions de Paris.

Pour plus d'infos : http://www.plateforme-palestine.org/article.php3?id_article=1416

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Simoné Giovetti, med@cites-unies-france.org ou Linda Naili : L.naili@cites-unies-france.org

ISRAËL

Président du groupe-pays Israël : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Conférence internationale des villes et municipalités jumelées

Du 10 au 12 mars 2008, l'Union des autorités locales d'Israël (ULAI) organise une conférence internationale des villes et municipalités jumelées, à Jérusalem. Aux côtés représentants d'autres associations de collectivités européennes, CUF y sera représentée par son directeur adjoint, Nicolas Wit. Il interviendra dans l'atelier « diplomatie des villes ».

Pour tous renseignements complémentaires, veuillez vous adresser à Simoné Giovetti, med@cites-unies-france.org



Le Monde à Paris : première édition du salon international du tourisme de Paris
Le Monde à Paris (MAP) est un projet ambitieux issu de la volonté de créer un rendez-vous unique à la hauteur des autres manifestations européennes d'envergures que sont Madrid, Londres, Milan et Berlin.

Le MAP remplacera en un seul événement le Salon Mondial du Tourisme (SMT) qui se déroule chaque année en mars et le MIT International dont la dernière édition était en octobre 2007».

Source : Extrait de *Tourmag*.

Comment ?

Le salon propose une sélection de conférences sur des thèmes d'actualité, ainsi que des rendez-vous organisés par des experts du tourisme :

13/03/08 12h30 : le déjeuner-débat du quotidien Le Monde sur "Tourisme : un enjeu écologique" ;

15/03/08 11h00 : conférence sur "Tourisme durable, éco-tourisme, tourisme solidaire ..."

15/03/08 15h00 : conférence-débat sur "Tourisme solidaire, tourisme éthique, tourisme équitable, tourisme responsable, éco-tourisme, tourisme durable... : effet de mode, concept marketing, bonne conscience ou véritable priorité ?"

Qui ?

Le salon réunira pendant 5 jours tous les acteurs du tourisme français et étranger, professionnels et grand public, « outgoing » et « incoming ».

Les deux premiers jours seront exclusivement réservés aux professionnels. Les 3 suivants seront accessibles également au grand public.

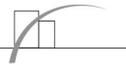
Quand ?

Du jeudi 13 mars au lundi 17 mars 2008, de 10h00 à 19h00 (nocturne jusqu'à 22h00, le vendredi 14 mars).

Où ?

Paris Expo - Porte de Versailles halls 3 & 4. Le hall 3 reste réservé aux professionnels pendant toute la durée du salon.

Liens : www.lemondeaparis.com



Appels à propositions décentralisés du programme "Acteurs non étatiques et autorités locales"

Les appels à propositions décentralisés (émis par les délégations de la Commission européenne) ouverts aux collectivités territoriales françaises pour ce programme ont été publiés, à ce jour (28 février 2008), pour les pays suivants : Mozambique, Rwanda, Zimbabwe, Argentine, Bolivie, Brésil, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Pérou, Laos, Philippines, Vietnam et Biélorussie.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article442>

6 – 9 Octobre 2008 : Journées ouvertes: (Open Days) 2008
Bruxelles

Organisée par le Comité des Régions de l'Union européenne et la Direction générale Politique régionale de la Commission européenne, en partenariat avec les régions et les villes européennes, cette 6^{ème} édition de la semaine européenne des régions et des villes s'intitule "Régions et villes dans le monde qui change" et traitera de quatre thèmes prioritaires :

Innovation et recherche
Développement durable et changement climatique
Coopération et échanges de bonnes pratiques
La politique de cohésion de demain

Pour plus d'informations, merci de consulter le site internet suivant :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article434>
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article428>

Les 13 et 14 mars 2008 : Colloque de lancement de l'Année européenne du dialogue interculturel en France

La commission européenne a déclaré l'année 2008, Année Européenne du Dialogue Interculturel. Plus de 780 manifestations sont prévues dans les 27 pays européens. En France, l'année européenne s'ouvrira par un colloque les 13 et 14 mars 2008, au siège de l'Unesco à Paris (date limite d'inscription : 1er Mars 2008).

Pour plus d'informations, merci de consulter le site internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article438>



Bureau exécutif mondial

La prochaine réunion du Bureau exécutif de CGLU aura lieu le 30 juin et le 1^{er} juillet prochain, à Quito, Equateur. Le maire de la ville de Quito, Paco Moncayo, est un des co-présidents de l'organisation mondiale.

Etude sur la coopération internationale des collectivités locales – ONU Habitat

Comme chaque année, l'ONU-HABITAT réalise une étude sur la coopération internationale des collectivités locales (questionnaire à télécharger sur le site internet d'ONU-Habitat et à renvoyer avant le 1^{er} Mars 2008).

L'Agence des Nations Unies pour les villes et autres établissements humains (ONU-HABITAT) est un des partenaires onusiens de CGLU. Par ailleurs, afin de renforcer les relations entre les gouvernements nationaux et les autorités locales dans la mise en œuvre de l'agenda de ONU-Habitat, a été créé en 2000, le Comité Consultatif des Autorités Locales auprès des Nations Unies (UNACLA). UNACLA est la première instance consultative officielle des autorités locales à être rattachée aux Nations Unies. CGLU nomme la moitié de ses vingt membres.

Forum Urbain Mondial

Le prochain Forum Urbain Mondial aura lieu du 13 au 17 octobre 2008, à Nankin (Chine). Cités et Gouvernements Locaux unis est partenaire de cet événement qui a déjà lieu, entre autres, à Barcelone et Vancouver. Cités Unies France s'est associée à une initiative de l'AMGVF pour l'organisation d'un événement à cette occasion.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article370>

Du 26 au 28 mars 2008 - PNUD - 6ème Forum de l'Alliance Mondiale des Villes contre la Pauvreté – Athènes

Le 6ème Forum de l'Alliance mondiale des villes contre la pauvreté, organisé par le PNUD, aura lieu à Athènes, du 26 au 28 mars 2008 sur le thème du renforcement de la gouvernance démocratique locale pour éradiquer la pauvreté et réaliser effectivement les Objectifs du Millénaire pour le Développement (date limite d'inscription : 15 mars 2008).

Pour plus d'informations, merci de consulter le site internet de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article409>



RECHERCHE

APPEL À COMMUNICATIONS

« Les mots du développement : genèse, usages et trajectoires », Colloque du 13 et 14 novembre 2008, Paris.

L'association Recherche et Régulation, Centre d'économie de la Sorbonne – Université Paris 1, le Centre de Recherche Politique de la Sorbonne (CRPS), le Centre de Recherche sur l'Industrie, les Institutions et les Systèmes Economiques d'Amiens (CRIISEA – Université de Picardie Jules Verne), le Groupement d'Intérêt Scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement (GEMDEV), et l'Institut de Recherche Interdisciplinaire en sociologie, économie et sciences politiques (IRISES – Université Paris Dauphine), organisent, les 13 et 14 novembre 2008, un colloque intitulé : « Les mots du développement : genèse, usages et trajectoires ».

Depuis quelques décennies, les mots du développement changent. Aujourd'hui, on parle moins « d'échange inégal » et plus « d'ajustement structurel », moins de « politique industrielle » et plus de « stabilité macroéconomique » ; un concept attrayant mais flou, « développement durable », fait irruption... Qui ne voit pas que ce changement dans les mots indique un changement dans la manière de voir les choses, dans la manière de les définir (de poser) la question du développement – et par conséquent les politiques à mettre en place ?

Le but du colloque sera de réfléchir aux conditions qui régissent la production, l'utilisation et l'évolution des « mots » et des discours relatifs au développement. Pour ce faire, le colloque sera placé sous le signe d'une approche pluridisciplinaire, rassemblant les diverses disciplines des sciences sociales, en particulier le droit, la science politique, la sociologie, l'anthropologie, la socio-linguistique, la géographie et l'économie.

Calendrier :

Les propositions de communication sont à envoyer pour le 1^{er} mars 2008, au secrétariat du colloque : colloquelesmots@gmail.com. Plus d'information sur ce colloque dans les prochains numéros.

Pour plus de détails :

Pour tous renseignements complémentaires : colloquelesmots@gmail.com

Dites STOP à l'envoi de médicaments non utilisables au Sud !

Se rendre sur le terrain pour porter secours à une population en détresse sanitaire n'est pas à prendre à la légère, surtout si elle suppose l'apport d'un produit aussi spécifique que le médicament. Non adapté, de mauvaise qualité ou mal utilisé, il peut constituer un danger mortel pour les populations bénéficiaires.

Du tremblement de terre qui affecta l'Arménie en 1988 jusqu'au tsunami de 2005 en Indonésie, des tonnes de médicaments non utilisés (MNU), pour la plupart périmés, inadaptés aux pathologies locales ou non identifiés, ont été envoyées et détruites, car inutilisables, pour des sommes se chiffrant en millions de dollars.

En situation de non-urgence, les mêmes procédés sont utilisés pour pallier au supposé manque de médicaments dans les pays en développement.



Or, la redistribution humanitaire des MNU est effectuée en dehors de tout cadre réglementaire. Ni leur qualité, ni leur traçabilité (la traçabilité est le processus de suivi permettant de garantir la qualité des médicaments d'un bout à l'autre de la chaîne pharmaceutique) ne peuvent être garanties et ils ne correspondent pas nécessairement aux besoins et aux pathologies des pays destinataires et à la formation des personnels médicaux qui les utilisent.

Le 25 janvier 2007, le Sénat français a voté l'arrêt de la collecte de MNU (l'article 32 de la loi n°2007-248 du 26 février 2007, portant diverses dispositions au droit communautaire dans le domaine du médicament), qui passait depuis 1993 par le dispositif Cyclamed et dont les méfaits ont été dénoncés par de nombreux organismes, tels que l'Ordre des pharmaciens, l'Académie de pharmacie, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Haut comité pour les réfugiés (HCR), la Banque mondiale et de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) et exposés dans un rapport de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS) de janvier 2005 (Enquête sur le dispositif de recyclage "Cyclamed", rapport n°2005 001, janvier 2005, IGAS, 69 p.).

Pour tous les acteurs de la solidarité internationale qui utilisaient les MNU dans le cadre de leurs activités sur le terrain, comment continuer à aider ?

Tout au long de l'année 2008, dans chaque région de France, ReMeD accueillera les acteurs de la solidarité internationale lors d'un ateliers-débats consacré à cette thématique.

Dans cette optique et afin de sensibiliser le plus grand nombre d'acteurs, nous comptons sur la mobilisation et l'importante action de proximité des collectivités territoriales.

Disposant d'une expérience de 14 ans dans le domaine de l'information sur ces problématiques, au Nord comme au Sud, ReMeD a reçu pour cette opération le soutien du ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports, du ministère des Affaires étrangères, de Cités Unies France, de l'Ordre national des pharmaciens et de la Guilde du Raid.

Toutes les informations sur www.drugdonations.org.
www.remed.org

Du 13 au 20 octobre 2008 - Semaine Européenne de la Démocratie Locale

La seconde édition de la SEDL aura lieu du 13 au 19 octobre 2008. Elle a pour objectif, par des événements locaux et nationaux, de renforcer les connaissances des citoyens sur leurs collectivités locales et à promouvoir leur participation démocratique au niveau local.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article427>



Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de
Cités Unies France
(www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Rencontre-débat avec le Ministre des Prisonniers de l'Autorité Palestinienne	Siège de CUF	4 mars	RCDP/CUF
Conférence internationale des villes et collectivités locales jumelées	Jérusalem	9 au 12 mars	Union des autorités Locales d'Israël (ULAI)
6ème Forum de l'Alliance Mondiale des Villes contre la Pauvreté	Athènes	26 au 28 mars	PNUD
Réunion du groupe-pays Amérique centrale	Siège de CUF	31 mars	Groupe-pays
Réunion du groupe-pays Israël	Siège de CUF	2 avril	Groupe-pays
Réunion du groupe-pays Liban	Siège de CUF	3 avril	Groupe-pays
2 ^{ème} Forum sur la gestion des villes	Goa, Inde	3 au 5 avril	Forum
Conférence mondiale des villes	New Delhi	26 avril	Conférence
Réunion du comité d'organisation des 3èmes rencontres de la CD franco-brésilienne	Siège de CUF	29 avril	Groupe-pays/MAEE
Réunion du Comité Directeur du CCRE	Reykjavik	5 et 6 mai	CCRE
2ème convention internationale pour une approche territoriale du développement	Tanger	12 au 14 mai	CRPM
Réunion d'information sur les Balkans	Siège de CUF	15 mai	Cités Unies France/groupes-pays
Conférence sur le développement régional et urbain en Pologne	Siège de CUF	16 mai	Groupe-pays
Réunion de l'Euromot (Mission opérationnelle transfrontalière)	Sarrebruck	28 mai	EUROMOT



Session plénière du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe	Strasbourg	27 au 29 mai	CPLRE
Réunion comité de pilotage franco-japonais des rencontres de Nancy	Tokyo	29 ou 30 mai	CLAIR/Nancy/MAEE/ Ambassade du Japon/CUF
1ère Conférence mondiale sur la Diplomatie des Villes	La Haye	11 au 13 juin	Ville de La Haye / Commission CGLU
Forum des Autorités locales et régionales de la Méditerranée	Marseille	23 et 24 juin	Commission Méditerranée de CGLU, CR PACA, Ville de Marseille, CUF, MAEE
Réunion technique franco-slovaque	Jilina	Fin juin	SCAC
Réunion du Bureau mondial de Cités et Gouvernements locaux unis	Quito	30 juin et 1 ^{er} juillet	CGLU
3ème Forum mondial des droits de l'homme	Nantes	30 juin au 3 juillet	Nantes / Commission CGLU
1ères Rencontres régionales de la coopération transfrontalière, du dév. durable, des territoires et de la CD dans les <u>Balkans</u>	Sofia	3 et 4 juillet	MAEE



COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 25 EUROS

- ❖ Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE
- ❖ Dossier pays ROUMANIE (2005)
- ❖ Dossier pays HONGRIE (2005)
- ❖ Dossier pays POLOGNE (2004)
- ❖ Dossier pays CROATIE (2006)
- ❖ Dossier pays SLOVAQUIE (nouvelle édition à paraître)
- ❖ Dossier pays CHINE (2004)
- ❖ Dossier pays JAPON (2007)
- ❖ Dossier pays MAROC (2007)
- ❖ Dossier pays TUNISIE (2005)
- ❖ Dossier pays LIBAN (2007)
- ❖ Dossier pays ISRAËL (2007)
- ❖ Dossier pays PALESTINE (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays BRÉSIL (2006)
- ❖ Dossier pays NICARAGUA (2006)
- ❖ Dossier pays CUBA (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays SENEGAL (octobre 2007)
- ❖ Dossier pays MAURITANIE (à paraître 2008)
- ❖ Dossier pays MALI (à paraître 2008)
- ❖ Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître 2008)

COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 40 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- ❖ Dossier pays VIETNAM (2005)

REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE : 15,00 EUROS

- ❖ franco- polonais
- ❖ franco- roumains
- ❖ franco- tchèques
- ❖ franco- hongrois
- ❖ franco- chinois
- ❖ franco- japonais
- ❖ franco- algériens
- ❖ franco- marocains
- ❖ franco- tunisiens
- ❖ franco- libanais
- ❖ franco- israéliens
- ❖ franco- palestiniens
- ❖ franco- tunisiens
- ❖ franco- américains
- ❖ France - Amérique Latine et Caraïbe
- ❖ franco- sénégalais
- ❖ franco- togolais
- ❖ franco- burkinabés
- ❖ franco- maliens
- ❖ franco- malgaches
- ❖ franco- béninois
- ❖ franco- mauritaniens

COLLECTION « REFLEXIONS » : 15 EUROS

- ❖ Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- ❖ Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- ❖ Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- ❖ Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (2006)
- ❖ L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)



OUVRAGES HORS COLLECTION

- ❖ Actes des 2èmes Rencontres franco-algériennes des maires et présidents de collectivités territoriales (2005) :
25 euros
- ❖ Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) :
15 euros
- ❖ L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée :
10 euros
- ❖ Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique-2 volumes (2000) :
10 euros

DVD

- « Voter en Palestine » (2007) :
21 euros

BON DE COMMANDE à retourner à Cités Unies France Fax : 01 53 41 81 41

Nom
Prénom.....
Fonction.....
Collectivité.....
Adresse.....
CP..... Ville.....
Tél. : Fax :
E-Mail.....

- Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)
- Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi – 5€ pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :
Katarina FOTIC : pecco@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site
Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/html/cuf/cuf5.html>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org
Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet